



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture
Juillet 2025

Table des matières

I. RESUME	1
II. PRODUCTION.....	2
II.1. Indice de la production industrielle.....	2
II.2. Café	3
II.3. Thé	3
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION.....	3
IV. COMMERCE EXTERIEUR	4
IV.1. Exportations.....	4
IV.2. Importations.....	5
V.TAUX DE CHANGE	6
VI. FINANCES PUBLIQUES	6
VI.1. Recettes	6
VI.2. Dépenses	7
VI.3. Dette publique	7
VI.3.1. Dette intérieure	7
VI.3.2. Dette extérieure.....	7
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES ET TAUX D'INTERET.....	8
VII.1. Base monétaire	8
VII.2. Masse monétaire.....	9
VII.3. Contreparties de la masse monétaire	9
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE.....	11
VIII. 1. Emplois	11
VIII. 2. Ressources	11
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE.....	12
IX. 1. Adéquation des fonds propres	12
IX. 2. Qualité du portefeuille crédit.....	12
IX.3. Concentration du portefeuille crédit	13
IX. 4. Rentabilité	13
IX. 5. Liquidité	13

I. RESUME

La présente note porte sur l'évolution des principaux indicateurs économiques. Elle met en évidence l'évolution de la production, des prix, du commerce extérieur, du taux de change, des finances publiques, de la masse monétaire et ses contreparties, des taux d'intérêt ainsi que des indicateurs d'activité et de solidité du secteur bancaire, à fin juillet 2025.

La production industrielle a baissé, l'indice de la production industrielle s'étant fixé à 197,7 à fin juillet 2025, contre 200,2 à la même période de l'année 2024, en liaison avec la baisse de la production des industries chimiques.

Les apports du café parche se sont établis à 4 508,0 tonnes au mois de juillet de la campagne 2025 /2026 contre 3 089,5 tonnes au mois correspondant de la campagne précédente.

La production du thé en feuilles vertes a baissé de 39,3% par rapport au mois précédent tandis qu'elle a augmenté de 9,4% par rapport à celle de juillet 2024, se fixant à 2 023,7 tonnes à fin juillet 2025 contre 1 850,4 tonnes à la même période de l'année 2024.

L'inflation globale (en glissement annuel) s'est établie à 38,8% contre 18,6% au mois de juillet 2024 tirée à la fois par l'inflation alimentaire (39,0% contre 16,9%) et non alimentaire (38,5% contre 21,1%).

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé au mois de juillet 2025, se fixant à 264 823,8 MBIF contre 209 657,9 MBIF à la même période de l'année précédente et le

taux de couverture des importations par les exportations a baissé, passant de 14,6% en juillet 2024 à 11,9% au mois de juillet 2025.

Par rapport à fin juillet 2024, le Franc Burundi s'est déprécié de 2,0% par rapport au Dollar américain, se fixant à 2 948,05 BIF/USD à fin juillet 2025 contre 2 890,00 BIF/USD à fin juillet 2024.

Le déficit budgétaire (hors dons) du mois de juillet 2025 s'est établi à 113 034,7 MBIF contre 168 446,0 MBIF enregistré à la même période de l'exercice 2024/2025 à la suite de l'augmentation des recettes à 223 185,6 MBIF contre 163 781,8 MBIF à la période correspondante de l'exercice budgétaire 2024/2025, les dépenses s'étant situées à 336 220,3 MBIF contre 332 227,8 MBIF à fin juillet de l'exercice budgétaire précédent. En glissement annuel, l'encours de la dette publique s'est accru de 19,1%, à fin juillet 2025. Elle s'est établie à 7 771,9 Mrds de BIF contre 6 528,0 Mrds de BIF à fin juillet 2024, en liaison principalement avec l'accroissement de la dette intérieure (+21,3%), la dette extérieure ayant augmenté de 3,0%.

Au mois de juillet 2025, la base monétaire a décéléré sa croissance tant en glissement mensuel (1,5% contre 8,0% à fin juin 2025) qu'en glissement annuel (15,9% contre 58,4% à fin juillet 2024) en rapport principalement avec la décélération de l'endettement net de l'état. Elle s'est établie à 2 243,3 Mrds de BIF à fin juillet 2025 contre 1 935,8 Mrds de BIF à fin juillet 2024. La masse monétaire a également ralenti son rythme de croissance,

en glissement mensuel (2,5% contre 4,8%) tandis qu'elle s'est accélérée en glissement annuel (28,5% contre 20,9% l'année précédente) pour se situer à 7 656,9 Mrds de BIF à fin juillet 2025. Cette évolution est principalement due à la décélération du crédit intérieur dont la croissance annuelle a été de 26,1% à fin juillet 2025 contre 27,2% à la période correspondante à fin juillet 2024.

Les taux d'intérêt moyen pondéré créditeur et débiteur ont augmenté au cours du mois de juillet 2025 en glissement mensuel et annuel. Ils se sont respectivement établis à 7,30% et à 14,21% à fin juillet 2025. Il en est de même des taux sur encours des bons du Trésor qui se sont établis en moyenne à 8,94% contre 8,86% au mois précédent et à 8,04% à fin juillet 2024 pour les bons du Trésor à 13 semaines, à 9,22% contre 7,92% à fin juillet 2024 pour les bons du Trésor à 26 semaines et à 10,25% contre 8,42% à fin juillet 2024 pour les bons du Trésor à 52 semaines.

L'activité du secteur bancaire s'est améliorée, à fin juillet 2025, en liaison avec l'augmentation de 20,8% du crédit à l'économie du côté de l'actif qui s'est établi à 5 126,0 Mrds de BIF contre 4 243,7 Mrds de BIF à fin juillet 2024 ainsi que l'augmentation des dépôts de la clientèle de 4 965,2 Mrds de BIF à 6 068,3 Mrds de BIF d'une année à l'autre, soit la hausse de 22,2% du côté du passif.

Le ratio de solvabilité global a diminué, se fixant à 18,8% à fin juillet 2025 contre 20,9% à fin juillet 2024. Le portefeuille crédit a augmenté de 20,8%, d'une année à l'autre, le

montant des prêts non performants a augmenté de 15,4% et la plupart des secteurs d'activités ont été touchés par cette détérioration à l'exception des secteurs tourisme et équipement.

La part des grands risques a chuté à 33,9% du portefeuille crédit global à fin juillet 2025 contre 38,1% à fin juillet 2024. Le rendement des fonds propres (ROE) est resté inchangé à 11,3%, et le rendement des actifs (ROA) s'est également maintenu à 1,3%, même niveau de juillet 2024. La proportion des 10 gros dépôts dans les dépôts du secteur a baissé, s'établissant à 34,9% à fin juillet 2025 contre 42,7% à fin juillet 2024.

II. PRODUCTION

D'une année à l'autre, l'indice de la production industrielle, la production du thé en feuilles vertes ont baissé au mois de juillet 2025 tandis que les apports en café parché ont augmenté.

II.1. Indice de la production industrielle

L'indice pondéré de la production industrielle s'est établi à 197,7 au mois de juillet 2025 contre 200,2 au même mois de l'année précédente, soit une baisse de 1,3%, en liaison avec la diminution de la production des industries chimiques (-18,6%). La production des industries alimentaires est restée presque stable (+0,4%).

La baisse de la production des industries chimiques a particulièrement concerné la production des savons (-3,3%) et de la

peinture (-39,6%). Par rapport au mois précédent, cet indice a augmenté de 17,5%.

II.2. Café

Au cours du mois de juillet 2025 de la campagne 2024/2025, les apports du café parche ont augmenté de 45,9%, se fixant à 4 508,0 tonnes contre 3 089,5 tonnes à la même période de la campagne précédente. Toutefois, la production cumulée de la campagne café en cours a baissé, s'élevant à 4 772,6 tonnes contre 4 959,9 tonnes à la même période de la campagne 2024/2025

II.3. Thé

En glissement annuel, la production du thé en feuilles vertes a augmenté de 9,4% au mois de juillet 2025, s'établissant à 2 023,7 tonnes contre 1 850,4 tonnes à la même période de l'année 2024. Toutefois, par rapport au mois précédent, la production a baissé de 39,3%.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Au mois de juillet 2025, l'inflation globale a augmenté, s'établissant à 38,8% contre 18,6% au mois de juillet 2024. Cette augmentation est liée à la fois à la hausse de l'inflation alimentaire (39,0% contre 16,9%) et non alimentaire (38,5% contre 21,1%).

La hausse de l'inflation alimentaire a été tirée par les prix des produits des sous rubriques : « pain et céréales » (38,6% contre 6,8%), « Viande » (77,5% contre 35,9%), « Poissons et Fruits de mer » (49,6% contre 38,9%), « Lait, fromage et œuf » (59,0% contre 27,3%), « huiles et graisses » (65,4% contre 12,1%), «

fruits » (51,5% contre 37,7%), « Légumes » (26,3% contre 14,5%) ainsi que « Sucre, confitures, chocolat et confiserie » (91,7% contre 23,1%).

La hausse de l'inflation non alimentaire a porté sur les prix des produits des sous-rubriques : « boissons alcoolisées et tabac » (44,5% contre 32,4%), « Articles d'habillement et articles chaussants » (65,3% contre 23,0%), « logement, eau, électricité, gaz et autres » (54,8% contre 17,8%), « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer de ménages » (42,1% contre 17,5%), « Santé » (22,5% contre 13,2%), « Loisirs et culture » (25,5% contre 13,9%), « Restaurants et hôtels » (37,2% contre 33,4%), et « Biens et services divers » (41,4% contre 18,6%).

En glissement annuel, l'inflation pour les produits des sous rubriques « Energie, carburant et combustibles » a augmenté, s'établissant à 23,8% contre 19,3% à la même période de l'année précédente.

Taux d'inflation (en%) (IPC : base 2016/2017 =100)

	juil.-24		juil.-25	
	IPC	Inflation	IPC	Inflation
Inflation globale	229,9	18,6	319,1	38,8
1. Inflation alimentaire	258,1	16,9	358,8	39,0
- Pains et céréales	224,6	6,8	311,3	38,6
- Viande	285,7	35,9	507,0	77,5
- Poissons et Fruits de mer	398,4	38,9	596,2	49,6
- Lait, fromage et œuf	216,1	27,3	343,7	59,0
- Huiles et graisses	293,9	12,1	486,0	65,4
- Fruits	299,6	37,7	454,0	51,5
- Légumes	252,2	14,5	318,5	26,3
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	151,0	23,1	289,5	91,7
- Produits alimentaires n.c.a	229,4	58,6	312,3	36,1
2. Produits non alimentaires	199,2	21,1	275,9	38,5
- Boissons alcoolisées et Tabac	198,5	32,4	286,8	44,5
- Articles d'habillement et articles chaussants	208,3	23,0	344,3	65,3
- Logement, eau, électricité, gaz et autres comb.	213,6	17,8	330,6	54,8
- Meubles, articles de ménage et entretien co.	208,6	17,5	296,5	42,1
- Santé	206,0	13,2	252,4	22,5
- Transport	205,0	21,7	242,0	18,0
- Communications	129,3	11,6	135,3	4,6
- Loisirs et culture	205,6	13,9	258,0	25,5
- Enseignement	179,3	3,2	189,3	5,6
- Restaurants et hôtels	204,9	33,4	281,1	37,2
- Biens et services divers	177,0	18,6	250,2	41,4
Energie, carburant et combustibles	277,6	19,3	343,6	23,8
3. Inflation Sous-jacente	207,7	18,8	302,1	45,5

Source : BRB à partir des données de l'INSBU

L'inflation sous-jacente (inflation globale excluant les produits à prix volatils : produits frais et l'énergie) a augmenté, s'établissant à 45,5% à fin juillet 2025 contre 18,8% à fin juillet 2024.

IV. COMMERCE EXTERIEUR

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé au mois de juillet 2025, ressortant à 264 823,8 MBIF contre 209 657,9 MBIF à la même période de l'année précédente. Cet élargissement du déficit commercial a résulté d'une augmentation plus importante des importations (+55 265,4 MBIF) que celle des exportations (+99,5 MBIF). De manière

subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations a régressé de 2,6 points de pourcentage, passant de 14,6 au mois de juillet 2024 à 11,9% au mois de juillet 2025.

Parmi les principaux produits exportés au mois de juillet 2025, les bières occupent la première place et représentent 18,0% des exportations totales en valeur. Les cigarettes occupent la deuxième place avec une part de 15,6%, suivies du thé (13,7%) et du café (13,1%).

Quant aux principaux produits importés au mois de juillet 2025, il s'agit essentiellement de biens de consommation non durables alimentaires (12,4%), de biens de production destinés à l'agriculture et l'élevage (11,8%) et à la métallurgie (5,1%), d'huiles minérales (9,5%), de chaudières et engins mécaniques (5,9%), du matériel électrique (5,8%), de véhicules (5,1%) et de "tracteurs, véhicules et engins de transport" (5,2%).

IV.1. Exportations

Par rapport au même mois de l'année précédente, les exportations du mois de juillet 2025 sont demeurées presque stables en valeur (+0,3%) alors qu'elles se sont accrues de 27,8% en volume. En valeur, cette évolution est en lien avec l'absence des exportations des minerais autres que l'or en juillet 2025 malgré une progression des exportations du café marchand (+4 696,9 MBIF), des bières (+4 028,6 MBIF) et des cigarettes (+3 147,6 MBIF).

En volume, l'augmentation des exportations est principalement tirée par l'accroissement

du volume exporté des bières (+2 100,6 tonnes), des bouteilles en verre foncé (+181,7 tonnes), des cigarettes (+161,0 tonnes) et du café marchand (+147,2 tonnes). Quant aux exportations cumulées (de janvier à juillet 2025), elles se sont accrues en valeur (+145,1%) et en volume (+18,7%). En valeur, cette évolution haussière est due à l'augmentation des exportations des produits primaires (+292,5%) et dans une moindre mesure à celle des exportations des produits manufacturés (+7,1%).

L'augmentation des exportations cumulées des produits primaires est principalement liée à l'exportation de l'or au mois de mars et de juin 2025 d'une valeur totale de 232 712,2 MBIF, combinée à l'augmentation des exportations du café marchand (+97 314,3 MBIF).

S'agissant des exportations des produits manufacturés, leur augmentation en valeur est principalement liée à l'augmentation des exportations des bières (+13 993,7 MBIF), des cigarettes (+4 732,4 MBIF) et de la farine de blé (+3 207,3 MBIF).

En termes de volume, l'augmentation des exportations cumulées est principalement tirée par l'augmentation des quantités exportées des bières (+67,3%), du café marchand (+110,3%), de la farine de blé (+12,7%) et des savons (+17,2%). Par contre, la quantité exportée du thé a baissé de 14,9%.

IV.2. Imports

Comparées au même mois de l'année précédente, les importations du mois de juillet 2025 se sont accrues en valeur

(+22,5%) au moment où elles se sont repliées en volume (-5,2%). En valeur, cette situation est liée à l'accroissement des importations de toutes les grandes rubriques : biens de production (+7,7%), d'équipement (+20,2%) et ceux de consommation (+43,2%). L'accroissement des importations des biens de production a principalement concerné les biens de production destinés à la métallurgie (+58,4%) et à l'agriculture et l'élevage (+52,3%). Par contre, les importations des huiles minérales composées en grande partie du carburant ont fléchi de 10,0%, passant de 31 913,2 MBIF à 28 517,1MBIF en juillet 2025.

S'agissant de biens d'équipement, leur progression en valeur est principalement en lien avec l'augmentation des importations du matériel électrique (+40,2%), des chaudières et engins mécaniques (+31,0%) et des tracteurs, véhicules et engins/ transport (+31,9%).

Quant aux biens de consommation, leur évolution haussière en valeur est principalement tirée par les véhicules (+97,0%), les textiles (+108,7%), les biens non durables alimentaires (+17,7%) et pharmaceutiques (+54,7%).

En termes de volume, la baisse des importations est principalement liée au repli des quantités importées de biens de production destinés à la construction (-40,3%), à l'industrie alimentaire (-47,4%) ainsi que les biens de consommation non durable alimentaire (-44,0%). Par contre, la quantité importée des biens de production

destinés à l'agriculture et l'élevage (+15 100,9 tonnes) et à la métallurgie (+2 686,4 tonnes) a augmenté.

Quant aux importations cumulées (de janvier à juillet 2025), elles ont augmenté tant en valeur (+12,2%) qu'en volume (+5,3%). En valeur, cette progression est attribuable à l'augmentation des acquisitions de biens de production (+14,4%) et de consommation (+21,5%). Toutefois, les acquisitions de biens d'équipement ont fléchi de 7,8%, notamment les pièces et outillages (-29,4%), les chaudières et engins mécaniques (-6,8%) et le matériel électrique (-6,0%).

Au niveau des importations cumulées de biens de production, l'augmentation a principalement concerné les biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+150,6%), à la construction (+5,1%), le papier (+118,8%) et les biens de production chimiques (+20,7%). Par contre, les importations des huiles minérales (-22,7%), de biens de production destinés à l'industrie alimentaire (-9,2%) et métallurgique (-10,2%) ont baissé.

S'agissant de biens de consommation, leur progression en valeur a principalement porté sur les textiles (+94,3%), les biens non durables alimentaires (+8,6%) et les véhicules (+14,4%). En revanche, les importations de biens pharmaceutiques ont baissé de 8,2%, passant de 68 509,3 MBIF à 62 908,5 MBIF. En termes de volume, l'augmentation des importations cumulées est essentiellement en liaison avec l'accroissement des quantités importées de biens de production destinés à

l'agriculture et élevage (+101 972,7 tonnes), des combustibles solides (+5 171,2 tonnes) et des textiles (+7 748,6 tonnes). Par contre, les quantités importées ont fléchi pour les biens de production destinés à la métallurgie (-37 751,8 tonnes) et à la construction (-21 815,1 tonnes), les huiles minérales (-5 171,2 tonnes), de même que pour les biens de consommation non durables alimentaires (-24 673,5 tonnes).

V.TAUX DE CHANGE

En glissement annuel, le BIF s'est déprécié de 2,02% par rapport au Dollar américain. Il s'est établi à 2 945,67 BIF/USD contre 2 887,47 BIF/USD en juillet 2024.

A fin de période, le BIF s'est déprécié de 2,01% par rapport au Dollar américain. Le taux de change s'est fixé à 2 948,05 BIF/USD à fin juillet 2025 contre 2 890,00 BIF/USD à fin juillet 2024.

VI. FINANCES PUBLIQUES

A fin juillet 2025, le solde budgétaire a dégagé un excédent budgétaire (hors dons) de 6 290,0 MBIF contre 168 446,0 MBIF enregistré à la même période de l'exercice 2024/2025. En effet, les recettes se sont situées à 223 185,6 MBIF contre 163 781,8 MBIF à la période correspondante de l'exercice budgétaire 2024/2025 tandis que les dépenses se sont établies à 216 895,6 MBIF contre 332 227,8 MBIF à fin juillet de l'exercice budgétaire précédent.

VI.1. Recettes

Au cours du mois de juillet 2025, les recettes mobilisées ont augmenté de 36,3% par

rapport à celles collectées au mois de juillet 2024. Cette augmentation a porté sur les recettes non fiscales (+14 464,0 MBIF) et sur les recettes fiscales (+44 939,8 MBIF).

VI.2. Dépenses

Au cours du mois de juillet 2025, les décaissements ont diminué de 34,7% par rapport à ceux réalisés au même mois de l'exercice budgétaire 2024/2025. Concernant les dépenses du personnel, elles se sont réalisées à 97 822,4 MBIF contre 78 986,8 MBIF en juillet 2024.

VI.3. Dette publique

D'une année à l'autre, la dette publique s'est accrue de 19,1% au mois de juillet 2025, s'établissant à 7 773,8 Mrds de BIF contre 6 528,0 Mrds de BIF à fin juillet 2024, en liaison principalement avec l'accroissement de la dette intérieure (+25,5%) et dans une moindre mesure de la dette extérieure (+3,1%).

Par rapport au mois précédent, l'encours de la dette publique a légèrement augmenté de 0,2% à la suite d'une légère augmentation de la dette intérieure (+0,1%) et de la dette extérieure (0,3%).

En pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 45,7% dont 34,4% pour la dette intérieure et 11,3% pour la dette extérieure.

VI.3.1. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure a augmenté de 25,5% en glissement annuel, s'établissant à 5 846,1 Mrds de BIF contre 4 658,2 Mrds de BIF. Cette augmentation est tirée par

l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+1 188,4 Mrds de BIF) spécialement l'endettement auprès de la BRB (+700,4 Mrds de BIF) et sous forme de titres du Trésor (+482,0 Mrds de BIF). Par rapport au mois de juin 2025, l'encours de la dette intérieure a augmenté de 7,6 Mrds de BIF.

VI.3.2. Dette extérieure

En glissement annuel, l'encours de la dette extérieure s'est accru de 3,1% au mois de juillet 2025, s'établissant à 1 927,7 Mrds de BIF contre 1 869,8 Mrds de BIF à fin juillet 2024, en rapport avec les nouveaux tirages (+29,9 Mrds de BIF) et les plus-values de réévaluation (+67,1 Mrds de BIF), partiellement contrebancés par l'amortissement de la dette de 39,1 Mrds de BIF.

Par rapport au mois précédent, la dette extérieure a augmenté de 4,9 Mrds de BIF s'établissant à 1 927,7 Mrds de BIF contre 1 922,8 Mrds de BIF en liaison principalement avec les nouveaux tirages (1,8 Mrds de BIF) et les plus-values de réévaluation (+7,5 Mrds de BIF) partiellement contrebancés par l'amortissement de la dette de 4,4 Mrds de BIF.

Exprimée en Dollar américain, la dette extérieure à fin juillet 2025, atteint 654,4 MUSD contre 647,6 MUSD à la période correspondante de l'année 2024.

VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES ET TAUX D'INTERET

Au mois de juillet 2025, la croissance de la base monétaire a décéléré tant en glissement mensuel qu'en glissement annuel en liaison principalement avec le ralentissement de l'endettement net de l'Etat consécutif au faible engagement de dépenses au début de l'année budgétaire 2025/2026. La masse monétaire a ralenti son rythme de croissance en glissement mensuel (2,5% contre 4,8%), tandis que sa croissance s'est accélérée en glissement annuel (28,5% contre 20,9% l'année précédente). Le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur et créditeur et les taux sur encours des bons du Trésor ont augmenté en glissement mensuel, de même qu'en glissement annuel.

VII.1. Base monétaire

Au mois de juillet 2025, la croissance de la base monétaire a décéléré tant en glissement mensuel (1,5% contre 8,0% au mois de juin 2025) qu'en glissement annuel (15,9% contre 58,4% en juillet 2024), en rapport principalement avec le ralentissement de l'endettement net de l'Etat consécutif au faible engagement de dépenses au début de l'exercice budgétaire 2025/2026. La base monétaire s'est établie à 2 243,3 Mrds de BIF à fin juillet 2025 contre 2 209,1 Mrds de BIF à fin juin 2025 et 1 935,8 Mrds de BIF à fin juillet 2024.

Les créances nettes sur l'administration centrale se sont établies à 1 789,5 Mrds de

BIF à fin juillet 2025, décélérant leur croissance à 35,0% en glissement annuel contre la croissance de 87,6% à la période correspondante de 2024. En glissement mensuel, elles ont baissé de 0,6% tandis qu'elles avaient augmenté de 18,7% à la fin du mois précédent. Les créances nettes sur les autres institutions de dépôts ont successivement baissé, en glissement annuel (-10,0% en juillet 2025 et -11,2% en juillet 2024), en liaison avec la suspension du refinancement des secteurs porteurs de croissance exception faite du secteur agropastoral, en vigueur depuis décembre 2022. Toutefois, en glissement mensuel, elles se sont accrues de 1,8% pour s'élever à 432,4 Mrds de BIF à fin juillet 2025 après leur baisse de 19,4% en juin 2025.

Au contraire, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 1,0% sur les douze derniers mois et de 3,4% en glissement mensuel tandis qu'ils avaient augmenté de 5,7% un an avant. Ils sont passés de -555,1 Mrds de BIF à fin juillet 2024, pour s'établir à -549,7 Mrds de BIF à fin juillet 2025. Les autres postes nets se sont établis à 443,8 Mrds de BIF à fin juillet 2025, en hausse de 4,7% en glissement mensuel et en baisse de 21,2% en glissement annuel.

Au niveau de ses composantes, l'augmentation de la base monétaire s'est traduite par la hausse des billets et pièces en circulation, que ce soit, en glissement mensuel et annuel. En effet, au cours du mois de juillet 2025, les billets et pièces en circulation ont augmenté de 2,8% sur un mois

et de 41,8% sur les douze derniers mois après avoir augmenté de 48,1% l'année précédente. Ils se sont établis à 1 360,2 Mrds de BIF à fin juillet 2025, représentant 60,6% de la base monétaire contre 959,5 Mrds à fin juillet 2024, représentant 49,6% de la base monétaire. Par ailleurs, les dépôts des banques commerciales auprès de la Banque Centrale ont reculé à 649,4 Mrds de BIF à fin juillet 2025, après une baisse mensuelle de 1,0% et annuelle de 12,5%, alors qu'ils avaient connu une forte augmentation de 87,3% l'année précédente et de 13,8% le mois précédent. À fin juillet 2025, les dépôts des banques commerciales représentent 28,9% de la base monétaire contre 38,3% à fin juillet 2024.

VII.2. Masse monétaire

A fin juillet 2025, la masse monétaire (M3) a ralenti son rythme de croissance, en glissement mensuel (2,5% contre 4,8%) tandis que sa croissance s'est accélérée en glissement annuel (28,5% contre 20,9% l'année précédente), s'établissant à 7 656,9 Mrds de BIF à fin juillet 2025 contre 7 471,6 Mrds de BIF à fin juin 2025 et 5 957,0 Mrds de BIF à fin juillet 2024. Cette croissance annuelle de M3 a été à la fois tirée par la hausse de toutes ses composantes.

Ainsi, les dépôts à vue ont atteint 3 976,9 Mrds de BIF à fin juillet 2025, en augmentation de 29,8% sur les douze derniers mois contre 19,5% à la période correspondante de 2024. La circulation fiduciaire hors institutions de dépôts s'est accrue de 45,1% contre 47,8% l'année

précédente, pour s'établir à 1 219,9 Mrds de BIF à fin juillet 2025. Les dépôts à terme se sont établis à 1 782,4 Mrds de BIF à fin juillet 2025, en hausse de 18,3%, en glissement annuel contre la croissance de 13,2% à fin juillet 2024. Les dépôts en devises des résidents ont accéléré leur croissance à 24,3% sur les douze derniers mois contre 18,0% l'année précédente, s'élevant à 676,6 Mrds de BIF à fin juillet 2025 contre 544,2 Mrds de BIF à fin juillet 2024.

Comparativement à fin juillet 2024, les dépôts à vue restent prépondérants dans M3 (51,9% contre 51,5%), et la part de la circulation fiduciaire hors banque a augmenté (15,9% contre 14,1%) au détriment du poids des dépôts à terme (23,3% contre 25,3%) et des dépôts en devises des résidents (8,8% contre 9,1%).

L'agrégat monétaire M1 s'est accru de 33,1%, en glissement annuel, pour s'établir à 5 196,9 Mrds de BIF à fin juillet 2025, en accélération par rapport à sa croissance annuelle de 24,6% à fin juillet 2024. Quant à l'agrégat M2, il s'est établi à 6 980,3 Mrds de BIF à fin juillet 2025, après une croissance annuelle de 29,0% contre 21,2% à fin juillet 2024.

VII.3. Contreparties de la masse monétaire

Le crédit intérieur a connu une croissance annuelle de 26,1% à fin juillet 2025 contre 27,2% à la période correspondante de 2024, s'établissant à 10 573,7 Mrds de BIF contre 8 384,7 Mrds de BIF à fin juillet 2024. Les créances sur l'économie ont contribué de

59,2% à la croissance annuelle du crédit intérieur, à fin juillet 2025 contre 65,1% à fin juillet 2024, tandis que la contribution des créances nettes sur l'administration centrale a contribué à 40,8% contre 34,9% à fin juillet 2024.

En effet, en glissement annuel, les créances sur l'économie ont augmenté de 25,4% à fin juillet 2025 contre 29,7% à la période correspondante de 2024, se situant à 6 396,0 Mrds de BIF contre 5 100,7 Mrds de BIF. Elles représentent 56,3% du crédit intérieur contre 58,9%, à fin juillet 2024. Les créances nettes sur l'administration centrale ont augmenté de 27,2% à fin juillet 2025, en glissement annuel contre 23,6% à la période correspondante de 2024. Elles se sont établies à 4 177,7 Mrds de BIF à fin juillet 2025, représentant 39,5% du crédit intérieur contre 39,2% à fin juillet 2024. D'une année à l'autre, les créances nettes sur l'administration centrale sont principalement constituées de l'endettement net auprès des banques commerciales (56,3% contre 58,9%) et de la BRB (42,9% contre 35,3%).

Les avoirs extérieurs nets ont baissé (-15,8%), en glissement annuel, à fin juillet 2025, en comparaison avec -41,0% à fin juillet 2024. Cette baisse modérée sur les douze derniers mois est principalement due à l'accumulation annuelle de 48,5% des avoirs extérieurs bruts (+316,3 Mrds de BIF) après leur repli annuel de 3,0% (-20,1 Mrds de BIF) l'année précédente. Les avoirs extérieurs nets ont varié de -1 480,7 Mrds de BIF à fin juillet 2024 à -1 714,5 Mrds de BIF à fin juillet 2025.

A fin juillet 2025, les avoirs extérieurs bruts s'élèvent à 968,4 Mrds de BIF et les engagements extérieurs à 2 682,9 Mrds de BIF. En glissement annuel, les engagements extérieurs ont augmenté de 25,8% contre 23,8% en juillet 2024. Les réserves officielles en mois d'importations de biens et services sont de 2,0 mois à fin juillet 2025 contre 1,2 mois à fin juillet 2024.

VII.4. Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen pondéré créditeur a baissé de 3 points de base, en glissement mensuel tandis qu'il a augmenté de 49 points de base, en glissement annuel, pour se fixer à 7,30% à fin juillet 2025. Le taux de rémunération des dépôts à vue s'est établi à 5,18% à fin juillet 2025, en baisse de 59 points de base, par rapport au mois précédent. Celui des dépôts à terme s'est stabilisé à 7,38% en glissement mensuel tandis que celui des comptes sur livrets a augmenté de 4 points de base, en glissement mensuel, se fixant à 4,98% à fin juillet 2025. Toutefois, en glissement annuel, les taux de rémunération des dépôts à vue et à terme ont augmenté, respectivement de 63 points de base et de 47 points de base, tandis que celui des comptes sur livrets a baissé de 12 points de base.

Le taux moyen pondéré débiteur sur encours crédit a augmenté de 2 points de base, en glissement mensuel et de 87 points de base, en glissement annuel, pour s'établir à 14,21% à fin juillet 2025. En glissement mensuel, le taux d'intérêt débiteur sur encours a augmenté de 17 points de base pour les crédits à court terme (15,82% contre

15,65%), tandis qu'il a baissé de 9 points de base pour ceux à moyen terme (12,97% contre 13,06%) et de 8 points de base pour les crédits à long terme (12,44% contre 12,53%). Par rapport à fin juillet 2024, le taux moyen pondéré débiteur sur encours a augmenté de 108 points de base pour les crédits à court terme, de 52 points de base pour les crédits à moyens terme et de 70 points de base pour les crédits à long terme. Le taux moyen pondéré sur les crédits distribués au cours de chaque mois a été de 15,80% à fin juillet 2025 en augmentation de 101 points de base en glissement mensuel et de 96 points de base en glissement annuel. Sur le marché des titres du Trésor, le taux d'intérêt moyen pondéré sur encours des bons du Trésor a augmenté, en glissement mensuel et annuel. Il s'est établi en moyenne à 8,94% en juillet 2025 contre 8,86% un mois avant et 8,04% en juillet 2024 pour les bons du Trésor à 13 semaines. Le taux sur encours des bons du Trésor à 26 semaines s'est établi à 9,22% contre 9,03% le mois précédent et 7,92% en juillet 2024. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur encours des bons du Trésor à 52 semaines est passé de 8,42% en juillet 2024 à 10,21% en juin 2025 avant de s'établir à 10,25% en juillet 2025. Ces évolutions traduisent l'augmentation du taux sur les nouvelles adjudications sur le marché des titres publics.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS

D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

A fin juillet 2025, l'activité du secteur bancaire s'est améliorée, soutenue par l'augmentation du crédit à l'économie du côté de l'actif et la hausse des dépôts de la clientèle du côté du passif.

VIII. 1. Emplois

L'actif du secteur bancaire s'est accru de 18,4% en glissement annuel. Il s'est établi à 10 350,2 Mrds de BIF à fin juillet 2025 contre 8 742,5 Mrds de BIF à fin juillet 2024. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation de 20,8% des crédits à l'économie, s'établissant à 5 126,0 Mrds de BIF à fin juillet 2025 contre 4 243,7 Mrds de BIF à fin juillet 2024. La part du crédit à l'économie dans l'actif du secteur bancaire a légèrement augmenté de 1,0 point de pourcentage, se fixant à 49,5% en juillet 2025 contre 48,5% en juillet 2024. Parallèlement, la part des engagements de l'Etat a progressé de 23,8% à fin juillet 2024 à 24,9% à fin juillet 2025, soit une hausse de 1,1 point de pourcentage.

VIII. 2. Ressources

Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 22,2% en glissement annuel, s'élevant à 6 068,3 Mrds de BIF en juillet 2025 contre 4 965,2 Mrds de BIF au même mois de 2024. Parallèlement, les opérations interbancaires ont enregistré une hausse de 24,1%, atteignant 1 651,0 Mrds de BIF contre 1 330,8 Mrds de BIF à fin juillet 2024. En revanche,

les refinancements auprès de la Banque Centrale ont reculé de 9,2%, s'établissant à 462,7 Mrds de BIF contre 509,5 Mrds de BIF à fin juillet 2024.

En termes de structure des ressources, la part des dépôts de la clientèle dans les ressources totales du secteur bancaire a augmenté de 1,8 point de pourcentage, s'établissant à 58,6% à fin juillet 2025 contre 56,8% à fin juillet 2024. A l'inverse, la part des refinancements a diminué de 1,3 point de pourcentage, s'établissant à 4,5% à fin juillet 2025 contre 5,8% à fin juillet 2024. Enfin, la part de la dette envers les banques et assimilées a légèrement progressé de 0,8 point de pourcentage, se fixant à 16,0% à fin juillet 2025 contre 15,2% à fin juillet 2024.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

A fin juillet 2025, les fonds propres du secteur bancaire ont continué de progresser par rapport à la même période de 2024.

IX. 1. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 17,6% à fin juillet 2025, s'établissant à 1 196,1 Mrds de BIF contre 1 016,7 Mrds de BIF à fin juillet 2024. Toutefois, le ratio de solvabilité globale a diminué, se fixant à 18,8% à fin juillet 2025 contre 20,9% à fin juillet 2024. De même, le ratio de solvabilité¹ de base a reculé, atteignant 17,5% à fin juillet 2025 contre

19,3% à fin juillet 2024. En revanche, le ratio de levier² est resté stable à 10,7% à fin juillet 2025, comme à fin juillet 2024.

IX. 2. Qualité du portefeuille crédit

Le portefeuille crédit a augmenté de 20,8% à fin juillet 2025. Les montants alloués à la plupart des secteurs d'activités se sont améliorés à fin juillet 2025 excepté le secteur du tourisme dont le crédit y alloué a baissé de 9,2%.

Le montant des prêts non performants a augmenté de 15,4% à fin juillet 2025, s'établissant à 201 392,1 MBIF contre 174 557,3 MBIF à la période correspondante de 2024. Ainsi, les prêts non performants ont augmenté dans la plupart des secteurs d'activité excepté le « Tourisme et Équipement ».

En effet, le taux de détérioration s'est établi à 6,5% à fin juillet 2025 contre 6,3% à la même période de 2024, dans le Commerce. Il est passé de 1,7% à 2,4% à fin juillet 2025 dans le secteur Agricole.

A l'inverse, une amélioration a été observée dans le secteur de l'Equipement, où le taux de prêts non performants a reculé à 3,0% à fin juillet 2025 contre 4,2% à fin juillet 2024. Le secteur de la Construction a également enregistré une légère amélioration, avec un taux de détérioration de 3,4% à fin juillet 2025 contre 3,7% en juillet 2024. De même, dans le secteur du Tourisme, ce taux a diminué, se fixant à 1,5% contre 2,3% à fin juillet 2024.

¹ La limite réglementaire minimale est de 12,5% pour le ratio de solvabilité de base et de 14,5% pour le ratio de solvabilité globale.

² La limite réglementaire minimale est de 5% pour le ratio de levier

En revanche, le secteur Industriel est demeuré stable, avec un taux de détérioration inchangé de 0,5% à fin juillet 2025 et fin juillet 2024.

IX.3. Concentration du portefeuille

crédit

A fin juillet 2025, l'exposition du secteur bancaire aux grands risques³ a augmenté de 7,2% pour atteindre 1 735,6 Mrds contre 1 618,4 Mrds de BIF à la même période de 2024. Par contre, la part des grands risques a diminué de 4,2 points de pourcentage, représentant 33,9% du portefeuille crédit global à fin juillet 2025 contre 38,1% à fin juillet 2024.

Les secteurs du Commerce et de l'Equipement demeurent les plus financés. Les crédits alloués à ces secteurs représentent respectivement 34,2% et 25,7% à fin juillet 2025, contre 33,7% et 25,5% à fin juillet 2024.

IX. 4. Rentabilité

Le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 22,6% en glissement annuel, pour atteindre 401 504,9 MBIF à fin juillet 2025 contre 327 403,0 MBIF à fin juillet 2024. De même, le résultat net de l'exercice a enregistré une hausse de 17,8%, atteignant 135 646,1 MBIF à fin juillet 2025 contre 115 103,2 MBIF à fin juillet 2024. En revanche, les indicateurs de rentabilité sont demeurés

stables : le rendement des fonds propres (ROE) est resté inchangé à 11,3%, et le rendement des actifs (ROA) s'est maintenu à 1,3% à fin juillet 2024.

IX. 5. Liquidité

Le ratio de liquidité de court terme (LCR)⁴ en BIF a légèrement diminué, s'établissant à 177,2% à fin juillet 2025 contre 184,3% à fin juillet 2024. De même, le ratio de liquidité de court terme en devises a baissé, se fixant à 141,9% à fin juillet 2025 contre 145,9% à fin juillet 2024.

Le montant des dix gros dépôts a diminué pour s'établir à 2 119,5 Mrds de BIF à fin juillet 2025 contre 2 120,3 Mrds de BIF à fin juillet 2024. De même, la proportion des 10 gros dépôts dans les dépôts du secteur a diminué de 7,8 points de pourcentage, s'établissant à 34,9% à fin juillet 2025 contre 42,7% à fin juillet 2024.

³ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit, un grand risque est un prêt dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base.

⁴ La circulaire n°04/2018 relative au ratio de liquidité à court terme des banques définit le LCR comme

étant le ratio entre l'encours des actifs liquides de haute qualité (c'est-à-dire des actifs qui peuvent être facilement et immédiatement convertibles en liquidité sans ou avec une faible perte de leur valeur en période de forte tension de liquidité) et le total des sorties nettes de trésorerie dans les 30 jours calendaires suivants

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	mai-24	juin-24	juil.-24	mai-25	juin-25	juil.-25
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	125,5	154,6	200,2	141,2	168,2	197,7
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T par campagne) (1)	-	1 870,4	4 959,9	-	264,6	4 772,6
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	27 861,1	31 614,8	33 465,3	20 756,8	24 091,2	26 114,9
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	220,3	222,6	229,7	316,9	315,2	319,1
5. Taux d'inflation(en %)	12,5	15,9	18,6	43,9	41,6	38,8
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul, année budgétaire) (2)	1 806,8	1 982,2	163,8	2 168,0	2 429,1	223,2
1.1. Recettes fiscales (cumul)	1 470,9	1 619,4	141,3	1 850,1	2 076,9	186,2
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	335,8	362,7	22,5	317,8	352,2	37,0
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	-	-	-	-	-	-
2. Dépenses cumulées sur l'année budgétaire (en Mrds de BIF)	2 764,4	3 026,5	332,2	3 049,2	3 754,9	336,2
dont Dépenses de personnel (cumul en Mrds de BIF)	762,4	846,4	79,0	938,3	1 022,7	85,2
3. Dette publique (en Mrds de BIF)	6 362,0	6 399,6	6 374,1	7 302,6	7 761,3	7 773,8
3.1. Encours dette intérieure	4 501,5	4 540,4	4 504,3	5 390,9	5 838,5	5 846,1
dont bons et obligations du Trésor	2 346,5	2 328,9	2 277,4	2 733,6	2 717,5	2 761,5
avance ordinaire BRB	97,3	153,9	103,5	584,7	1 017,5	1 017,5
3.2. Encours dette extérieure (en Mrds de BIF)	1 860,5	1 859,2	1 869,8	1 911,7	1 922,8	1 927,7
3.3. Encours dette extérieure (en MUSD)	646,6	645,0	647,6	651,0	653,8	654,4
3.4. Service dette extérieure (en MBIF)	1 740,1	4 470,0	6 112,4	3 873,1	1 740,7	5 594,4
dont amortissements	1 032,3	2 794,4	4 227,8	2 882,3	1 633,3	4 358,5
3.5. Tirages sur prêts extérieurs (en MBIF)	-	-	4 841,8	5 762,2	1 811,2	1 772,9
III. MONNAIE (P)						
1. Base monétaire (en Mrds de BIF)	1 611,4	1 732,0	1 935,8	2 046,4	2 209,1	2 243,3
dont billet et pièces en circulation (en Mrds de BIF)	826,8	910,4	959,5	1 234,1	1 323,6	1 360,2
2. Masse monétaire						
2.1. Masse monétaire M1 (en Mrds de BIF)	3 472,3	3 691,0	3 905,6	4 800,2	5 053,2	5 196,9
dont : circulation fiduciaire hors institution de dépôts	719,3	808,3	840,6	1 106,9	1 203,9	1 219,9
dépôts à vue	2 753,0	2 882,7	3 064,9	3 693,3	3 849,3	3 976,9
2.2. Masse monétaire M2 (en Mrds de BIF)	4 976,8	5 191,2	5 412,8	6 534,3	6 811,0	6 980,3
2.3. Masse monétaire M3 (en Mrds de BIF)	5 650,3	5 731,9	5 957,0	7 127,1	7 471,6	7 656,9
3. Crédit intérieur (en Mrds de BIF)	7 838,5	8 053,7	8 384,7	10 019,9	10 441,5	10 573,7
4. Créances nettes sur l'Etat (en Mrds de BIF)	3 009,0	3 101,6	3 284,0	3 872,8	4 156,6	4 177,7
5. Avoirs extérieurs nets (en Mrds de BIF)(p)	-	1 308,5	1 470,2	1 480,7	1 700,7	1 608,0
6. Opérations sur les Appels d'Offres (en Mrds de BIF)						
6.1. Apport de liquidité (en Mrds de BIF)	-	-	-	-	-	-
6.2 Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en %)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	7,7	8,0	8,0	8,6	8,9	8,9
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	7,4	7,8	7,9	8,7	9,0	9,2
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	7,9	8,2	8,4	10,2	10,2	10,3
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7.5. Taux directeur	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0
7.6. Apport de liquidité (refinancement spécial/secteurs porteurs)	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
7.7. Facilité de prêt marginal	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0
7.8. Marché interbancaire	8,9	9,7	10,3	7,2	7,8	6,4
7.9. Taux créditeurs des banques commerciales	6,7	6,8	6,8	7,3	7,3	7,3
7.10. Taux débiteurs des banques commerciales	13,1	13,3	13,3	14,0	14,2	14,2
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (en Mrds de BIF, fob DSL & fot Buja)	27,6	27,3	35,8	54,4	138,0	35,9
dont Café Arabica	2,3	0,4	0,0	24,7	8,2	4,7
1.1. Volume des exportations (en T)	9 168,5	8 535,9	10 373,6	11 990,1	14 634,1	13 257,8
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb - BIF/Kg	-	-	-	293,7	729,7	269,6
1.3. Encaissements café en Mrds)	0,9	0,1	0,9	16,9	6,7	5,6
2. Importations (en Mrds de BIF)	296,9	242,7	245,4	277,1	325,8	300,7
dont produits pétroliers	44,2	41,9	31,9	50,3	17,8	28,5
2.1. Volume des importations (en T)	116 654,3	103 345,6	125 352,9	104 894,1	134 195,1	118 816,4
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	65,6	65,8	65,4	63,9	61,4	60,9
3.1.2. Réel	96,4	97,6	99,6	127,8	119,9	121,4
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	2 879,9	2 884,8	2 890,0	2 938,8	2 943,0	2 948,1
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	2 877,5	2 882,5	2 887,5	2 936,6	2 941,0	2 945,7

(1): la campagne café commence au mois d'avril et se termine au mois de mars de l'année suivante

(2): l'année budgétaire commence au 1er juillet de l'année n et finit le 30 juin de chaque l'année n+1

(p) : Provisoire

nd : Non disponible

na : non applicable

- : Données inexistantes.

Source : BRB

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)	2024 (p)
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en %)	(0,5)	3,2	2,2	3,3	3,9
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	7,5	8,3	18,9	27,1	20,2
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	162,4	163,7	207,9	214,9	171,1
Importations, CAF (en millions de dollar)	909,6	1 025,0	1 260,5	1 195,2	1 021,6
Volume des exportations (en tonnes)	105 857,8	110 208,4	124 293,3	144 547,3	128 524,4
Volume des importations (en tonnes)	1 175 731,2	1 270 832,6	1 338 119,5	1 445 572,9	1 340 467,2
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-344,6	-423,8	-658,6	-627,0	-414,3
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 915,1	1 976,0	2 034,3	2 574,1	2 885,2
Taux de change BIF/USD (à fin de période)	1 946,4	2 006,1	2 063,5	2 856,1	2 915,0
Réserves de change officielles (en millions de USD, à fin de période)	94,3	266,6	176,2	94,3	191,3
Réserves de change officielles (en mois d'import. de biens et services)	1,1	3,2	1,8	0,8	1,6
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-205,0	-322,4	-561,9	-1 095,1	-1 459,0
Crédit intérieur (en Mrds de BIF)	3 463,0	4 307,7	5 944,9	7 366,6	9 383,1
Créances nettes sur l'Etat (en Mrds de BIF)	2 025,8	1 930,7	2 532,7	2 915,6	3 750,8
Créances sur l'économie (en Mrds de BIF)	1 437,3	2 377,0	3 412,2	4 451,1	5 632,3
Masse monétaire (M3 en Mrds de BIF)	2 733,8	3 289,9	4 512,5	5 298,5	6 683,6
Masse monétaire (M2 en Mrds de BIF)	2 526,5	3 035,2	4 212,3	4 706,3	6 087,5
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	2,6	2,5	2,2	2,5	2,3
Base monétaire (Taux de croissance)	11,6	1,1	44,5	24,5	58,1
Taux d'intérêt d'apport de liquidité (en %)	3,9	2,9	2,0	2,0	2,0
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en %)	6,9	6,9	5,0	12,0	12,0
Taux d'intérêt moyens créditeurs (en %)	5,66	6,08	6,15	6,29	7,18
Taux sur les Obligations du Trésor à 5 ans et plus	12,23	11,15	10,45	9,92	9,91
Taux d'intérêt moyens débiteurs (en %)	15,18	13,40	12,95	12,90	13,70
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en % du PIB)	19,1	19,3	19,5	19,4	17,0
Dépenses (en % du PIB)	25,2	22,1	24,5	25,2	21,5
Solde budgétaire global (en % du PIB, base droits constatés)					
- dons exdus	-9,5	-6,0	-8,6	-9,0	-7,2
- dons indus	-6,1	-2,8	-5,0	-5,8	-4,5
Dette intérieure (en Mrds de BIF; encours de fin de période)	2 850,4	3 063,2	4 005,3	4 388,3	5 287,8
Dette extérieure (en MUSD, encours de fin de période)	538,3	645,6	647,9	642,3	643,1
Ratio du service de la dette extérieure (en % des exportations des B+S)	5,3	5,5	5,9	8,5	31,7
Dette extérieure (en % du PIB)	15,4	16,8	14,5	15,9	13,1
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	6 805,6	7 676,4	9 213,9	11 555,8	14 211,8

(p) : provisoire

n.d: non disponible

Source : BRB

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire			
	31/07/2024	31/07/2025	Variation en %	31/07/2024	31/07/2025	Variation en %	31/07/2024	31/07/2025	Variation en %	
I. EMPLOIS	8 528 590,8	10 112 147,4	18,6	213 874,2	238 063,2	11,3	8 742 464,9	10 350 210,7	18,4	
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	7 191 127,6	8 674 114,8	20,6	160 634,7	205 149,5	27,7	7 351 762,2	8 879 264,3	20,8	
A. Actifs Liquides	3 097 413,5	3 721 959,9	20,2	10 609,1	31 356,4	195,6	3 108 022,6	3 753 316,4	20,8	
Caisse	122 745,1	143 799,1	17,2	15,0	20,5	36,7	122 760,0	143 819,6	17,2	
B.R.B.	771 342,8	623 104,9	-	19,2	5 409,3	5 414,0	0,1	776 752,0	628 518,9	-
Avoirs auprès des banques et assimilés	122 615,6	377 837,7	208,1	2 570,6	23 308,0	806,7	125 186,2	401 145,8	220,4	
Prets à l'Etat	2 080 710,1	2 577 218,3	23,9	2 614,2	2 613,9	-	2 083 324,4	2 579 832,2	23,8	
Bons/Obligations du Trésor	1 969 931,0	2 256 129,3	14,5	2 614,2	2 613,9	-	1 972 545,3	2 258 743,1	14,5	
Autres Titres	110 779,1	321 089,0	189,8	-	-	-	110 779,1	321 089,0	189,8	
B. Crédits	4 093 714,0	4 952 154,8	21,0	150 025,6	173 793,1	15,8	4 243 739,6	5 125 947,9	20,8	
Court terme	1 729 159,3	2 251 132,4	30,2	2 055,8	2 291,1	11,4	1 731 215,1	2 253 423,6	30,2	
Moyen terme	1 103 546,0	1 370 957,4	24,2	38 433,6	39 654,6	3,2	1 141 979,5	1 410 612,0	23,5	
Long terme	1 261 008,7	1 330 065,0	5,5	109 536,3	131 847,4	20,4	1 370 545,0	1 461 912,4	6,7	
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
I.2. Actif Immobilisé	403 721,4	476 646,4	18,1	12 966,8	14 434,8	11,3	416 688,2	491 081,2	17,9	
I.3. Autres emplois	933 741,8	961 386,3	3,0	40 272,7	18 478,9	-	54,1	974 014,5	979 865,2	0,6
II. RESSOURCES	8 528 590,8	10 112 147,4	18,6	213 874,2	238 063,2	11,3	8 742 464,9	10 350 210,7	18,4	
II.1. Principales ressources	6 668 051,9	8 030 642,4	20,4	137 535,0	151 493,6	10,1	6 805 587,0	8 182 136,0	20,2	
Clientèle	4 866 118,9	5 957 855,5	22,4	99 116,1	110 486,8	11,5	4 965 234,9	6 068 322,3	22,2	
dont 10 grands dépôts des banques	2 120 310,2	2 119 521,1	-	0,0	-	-	2 120 310,2	2 119 521,1	-	
Refinancement auprès B.R.B.	474 449,9	434 007,7	-	8,5	35 072,1	28 765,3	-	509 522,0	462 772,9	-
Dettes envers banques et assimilés	1 327 483,2	1 638 799,2	23,5	3 346,8	12 241,6	265,8	1 330 830,0	1 651 040,8	24,1	
II.2. Capital et réserves	827 131,2	959 846,1	16,0	33 409,1	41 940,4	25,5	860 540,3	1 001 786,5	16,4	
II.3. Autres ressources	1 033 407,7	1 121 658,9	8,5	42 930,0	44 629,3	4,0	1 076 337,7	1 166 288,1	8,4	
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE										
Adéquation des fonds propres										
Fonds propres de base nets (en MBIF)	906 680,5	1 068 493,6	17,8	31 813,2	40 158,2	26,2	938 493,7	1 108 651,7	18,1	
Fonds propres (en MBIF)	978 039,9	1 147 992,2	17,4	38 662,0	48 132,8	24,5	1 016 701,9	1 196 125,0	17,6	
Risques pondérés	4 663 785,2	6 127 180,1	31,4	198 881,9	224 400,3	12,8	4 862 667,1	6 351 580,4	30,6	
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,4	17,4	-	16,0	17,9	-	19,3	17,5	-	
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	21,0	18,7	-	19,4	21,4	-	20,9	18,8	-	
Ratio de levier (norme 5%)	10,6	10,6	-	14,9	16,9	-	10,7	10,7	-	
Concentration du portefeuille crédits										
Grands risques	1 615 132,3	1 735 560,8	7,5	3 233,6	-	100,0	1 618 365,9	1 735 560,8	7,2	
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	39,5	35,0	-	2,2	-	-	38,1	33,9	-	
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	48,0	49,0	-	70,1	73,0	-	48,5	49,5	-	
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	24,4	25,5	-	1,2	1,1	-	23,8	24,9	-	
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	229,5	241,2	-	8,2	6,5	-	222,0	232,7	-	
Qualité du portefeuille crédits										
Impayés	560 076,8	702 646,0	25,5	5 044,6	5 207,4	3,2	565 121,4	707 853,4	25,3	
Créances à surveiller	390 291,6	506 434,4	29,8	272,5	26,9	-	90,1	390 564,1	506 461,3	29,7
Créances Non performantes	169 785,2	196 211,6	15,6	4 772,1	5 180,5	8,6	174 557,3	201 392,1	15,4	
Créances pré douteuses	70 026,5	42 299,7	-	39,6	964,0	947,0	-	70 990,5	43 246,7	-
Créances douteuses	48 428,2	69 715,2	44,0	1 675,4	1 683,0	0,5	50 103,6	71 398,2	42,5	
Créances compromises	51 330,5	84 196,8	64,0	2 132,7	2 550,4	19,6	53 463,2	86 747,2	62,3	
Dépréciations	81 081,7	119 094,8	46,9	3 163,2	3 581,3	13,2	84 244,9	122 676,2	45,6	
Taux des prêts non performants	4,1	4,0	-	3,2	3,0	-	4,1	3,9	-	
Taux d'impayés	13,7	14,2	-	3,4	3,0	-	13,3	13,8	-	
Taux de provisionnement	47,8	60,7	-	66,3	69,1	-	48,3	60,9	-	
Liquidité										
Coefficient de liquidité en BIF	184,2	177,2	-	-	-	-	184,2	177,2	-	
Coefficient de liquidité en devises	145,9	141,9	-	-	-	-	145,9	141,9	-	
Total crédits/total dépôts (en %)	84,1	83,1	-	151,4	157,3	-	85,5	84,5	-	
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	115,0	120,3	-	328,1	267,4	-	101,1	122,1	-	
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	43,6	35,6	-	-	-	-	42,7	34,9	-	
Rentabilité et performance										
Résultat avant impôt	135 019,3	158 853,8	17,7	5 060,6	4 848,1	-	4,2	140 079,8	163 701,9	16,9
Résultat net de l'exercice	111 588,7	132 501,0	18,7	3 514,5	3 145,1	-	10,5	115 103,2	135 646,1	17,8
Produit Net Bancaire	317 699,6	391 609,6	23,3	9 703,4	9 895,3	2,0	327 403,0	401 504,9	22,6	
ROA	1,31	1,31	-	1,64	1,32	-	1,32	1,31	-	
ROE	11,41	11,54	-	9,09	6,53	-	11,3	11,3	-	

Source : BRB